

Crise postélectorale

L'impasse s'inscrit désormais dans la durée

Mihindou Bissielou

Le roi du Maroc a eu les yeux plus gros que le ventre. Pourtant crédité d'une intelligence largement au-dessus de celle de son « sujet » Ali Bongo, Mohammed VI a eu tort de croire que le camp qui conteste les résultats de la présidentielle du 27 août tels que rendus par la Cour constitutionnelle allait céder aux pressions royales. Le cuisant échec sur lequel il a quitté le Gabon, samedi en début de soirée, signifie que la crise postélectorale, sauf retrait d'Ali Bongo, s'inscrit dorénavant dans le long terme. En entreprenant un séjour de lobbying de près d'une semaine en terre gabonaise, le roi s'est lancé dans un forcing risqué, car son échec était déjà prévisible à travers le refus catégorique de Jean Ping (le vrai vainqueur de la présidentielle), exprimé d'abord à Paris face à la diaspora gabonaise en France, ensuite dans de nombreux médias



Mohammed VI, le roi du Maroc

français, de participer à un dialogue avec Ali Bongo.

Le bide de Mohammed VI équivaut à une impasse, à la fois pour le chef de la junte gabonaise et pour ses quelques soutiens, qui avaient ajouté foi aux propos du commandeur des croyants au royaume chérifien sur sa capacité à empêcher les partisans du changement au profit d'Ali Bongo. D'autant que certains compagnons de Jean Ping pendant l'élection se

sont empressés de saisir la main tendue du putschiste en chef, sitôt son coup d'Etat validé par la Cour constitutionnelle.

La perspective des jours difficiles affole le chef de la junte, qui, pour tenter de donner le change à une population qu'il croit toujours naïve, effectue des apparitions sporadiques se limitant au périmètre de la capitale et sa périphérie. L'horizon s'assombrit davantage pour le reclus du

palais du Bord de mer avec la crise financière qui se manifeste par l'incapacité de payer les fonctionnaires et le recours à un énième emprunt.

La solution, estime le chef de la junte, consiste à instaurer un climat de terreur, afin de tuer dans l'œuf les contestations à venir. Lui-même ne croit plus au dialogue, dans la mesure où les opposants qui comptent rejettent unanimement l'offre. René Ndémezo'o Obiang, le directeur de campagne de Jean Ping, est mis en minorité par les ténors de son parti, Démocratie nouvelle. Les révélations sur ses fréquentes rencontres avec des membres du pouvoir pendant la campagne ont fait s'éroder sa côte de popularité au sein de la communauté fang, qu'il a tenté d'instrumentaliser, et de l'opinion gabonaise globalement. Ali Bongo est, depuis, convaincu que son dialogue, s'il avait quand même lieu, ne donnerait pas les résultats escomptés.

La contrariété liée à un probable échec du fameux

dialogue s'ajoute à celle née de la configuration du gouvernement des putschistes voulu au départ comme une équipe d'ouverture. Au finish, le filet de la corruption et de l'achat de conscience n'a rapporté que de petits poissons, les gros l'ayant soigneusement esquivé. Le score de 0,5 % à la présidentielle ne fait pas de Bruno Ben Moubamba une prise significative. Encore moins Estelle Ondo, véritable potiche à l'Union nationale, nommée vice-présidente à titre honorifique.

Ali Bongo sait très bien que les syndicats, particulièrement ceux de l'éducation et de l'enseignement supérieur, ne sont pas les seuls milieux à ruminer des frustrations causées par

une gouvernance calamiteuse sur fond de mépris de leurs conditions de vie et de travail. Depuis le coup d'Etat électoral, craignant un putsch militaire, il multiplie les arrestations d'officiers supérieurs des forces de défense et de sécurité encore en exercice ou à la retraite. La paranoïa est

telle que le chef de la junte, pourtant friand de grands voyages aux frais du contribuable, n'a pas osé s'aventurer hors des frontières nationales, même pour quelques heures.

Seulement, de tout temps, gouverner par la terreur a toujours été un pari risqué. Un peuple harcelé en permanence réagit de façon imprévisible et très souvent quand les gouvernants croient que la situation est sous contrôle. Vu ce contexte, la Coupe d'Afrique des nations, que le chef de la junte tient à organiser, quitte à ruiner le Gabon ou à l'endetter sur des décennies, ne s'annonce pas sous d'heureux auspices. Il n'est pas évident que les amateurs de football, bien que nombreux sur le continent, prennent le risque de déferler dans un pays où la situation est volatile. Il n'y a que la Confédération africaine de football (Caf) qui persiste à faire l'autruche.